

de *multazim*. D. R. K. reste quelque peu évasive sur le sens de *mulk* dans le cas de terres « achetées » par des notables. Quels droits supplémentaires acquéraient-ils lors de ces achats, à quel statut étaient alors réduits les paysans sur ces terres ? Elle ne le précise pas. Il aurait été également intéressant de connaître les répercussions en zone rurale de la reprise en main de Mosul par la Porte à partir de 1834.

Linda Schilcher (« The Grain Economy of Late Ottoman Syria and the Issue of Large-Scale Commercialization, » p. 173-196) rend compte dans le détail du développement de la culture céréalière en Syrie au cours du XIX^e siècle. Elle montre comment cette expansion, réalisée surtout dans les zones sèches et éloignées des villes, fut le fait principalement d'une nouvelle classe de notables urbains, établis à la périphérie de la ville, différents de ceux du XVIII^e siècle. Ils bénéficiaient à la fois de l'appui de l'État en quête de revenus supplémentaires, et des négociants étrangers à la recherche de céréales. L'introduction de l'économie marchande sur ces terres éloignées entraîna une différenciation sociale accrue dans le monde rural. Mais elle ne remit pas en cause le fondement même des structures anciennes. Le paysan gardait toujours l'usufruit de la terre. Quant au notable urbain, il agissait essentiellement en entrepreneur, fournissant les capitaux nécessaires, mais prêt à placer ses capitaux ailleurs dès que la conjoncture changeait à partir des années 1870-1880.

Avec ces contributions souvent remarquables et très denses, le débat est loin d'être clos. Mais un certain nombre de notions se précisent. L'État, même durant les périodes d'affaiblissement, restait maître du jeu. La propriété, du moins telle que nous l'entendons en Occident, n'est apparue que très tardivement, bien après le Code sur les biens fonciers de 1858. Les rapports entre État, paysannat et collecteurs du surplus agricole étaient complexes. Ils variaient en fonction de multiples facteurs. Les éléments internes, propres à l'Empire ottoman, étaient bien plus importants qu'on ne l'a cru encore récemment. Mais comme le fait remarquer G. Veinstein, le nombre de documents exploités jusqu'à présent reste insuffisant pour qu'on puisse prétendre arriver dès à présent à des conclusions avancées dans ces questions qui sont au cœur même de toute approche sur l'évolution de l'Empire ottoman.

Michel TUCHSCHERER
(Université de Provence)

Haleh ESFANDIARI, Avram L. UDOVITCH (dir.), *The Economic Dimensions of Middle Eastern History, Essays in Honor of Charles Issawi*. Darwin Press, Princeton, 1990. 368 p.

Difficile de rendre hommage à l'immense talent de Charles Issawi dont l'œuvre scientifique compte actuellement quinze livres et plusieurs centaines d'articles couvrant les domaines les plus variés. Il y a bien sûr l'auteur d'ouvrages de référence en histoire économique. Mais il y a aussi le traducteur de Rilke et l'auteur d'un essai sur la philosophie arabe de l'histoire traduit en bengali et en indonésien. Il y a enfin l'homme d'action, cadre de la Banque nationale d'Égypte puis du secrétariat général de l'Onu qui a commencé sur le tard une carrière académique particulièrement brillante.

Le séminaire tenu en 1986, à l'occasion de son départ à la retraite, par le département des études proche-orientales de Princeton a privilégié l'apport le plus reconnu de ce chercheur et professeur exceptionnel : l'histoire économique du Moyen-Orient contemporain. Les douze contributions réunies à cette occasion témoignent tout de même de l'immensité de ce seul domaine : C. Issawi s'est intéressé à l'Égypte bien sûr, mais aussi à l'Iran, et aux statistiques comme aux théories économiques de l'Islam moderne. L'ensemble manque évidemment d'unité, mais il présente une sorte d'état des lieux de la recherche en histoire économique du Moyen-Orient outre-Atlantique.

On peut classer les contributions selon trois orientations : les recherches sur « pratiques et théories économiques »; celles sur les relations économiques internationales et celles qui se présentent comme des mises au point ponctuelles. Dans cette dernière catégorie on trouvera en particulier la traduction et le commentaire d'un texte inédit de la Geniza par A. Udovitch qui peut servir de bonne propédeutique à toute présentation de ce type de matériau. On trouvera aussi deux mises au point sur les entreprises publiques (J. Waterbury) et sur le pétrole (M. Yeganeh). Rien dans ces contributions ne vient remettre en cause l'état de nos connaissances mais, en particulier avec le texte de J. Waterbury, on dispose de bonnes synthèses.

Reste que l'ensemble fait apparaître les limites qui sont encore celles de l'histoire économique spécialisée sur cette partie du monde. On ne parvient pas à sortir des schémas usuels, en particulier en ce qui concerne les relations internationales. Si le texte de L.C. Brown réhabilite les dynamiques propres aux sous-systèmes économiques proche-orientaux, il n'en reste pas moins dans le cadre préétabli des relations internationales et du rôle moteur (voire exclusif) des grandes puissances (Grande-Bretagne et États-Unis en particulier).

Quant aux textes de T. Kuran, de F. E. Moghadam et de M. Parvin, ils ont beau faire de l'islam le centre de leur approche, ils ne sortent pas de l'affrontement entre la logique des « idéologies » et celle des relations internationales. Aucun de ces articles ne prend en compte les apports récents de l'histoire économique sur les flux financiers au XIX^e siècle, sur les réserves foncières, sur les dynamiques régionales ou sur les opérations spéculatives. Nous savons aujourd'hui que l'économie proche-orientale échappe largement au simple affrontement entre petite production artisanale locale et industrie libre-échangiste. Nous savons que la croissance de l'Égypte au XIX^e siècle doit être mesurée en des termes autres que ceux définis par le seul phénomène de la dépendance. Sur tous ces points, l'ouvrage est singulièrement en deçà des travaux les plus récents.

Sans doute ne pouvait-on attendre d'un tel livre qu'il fasse le point sur les recherches les plus novatrices. C'est la loi du genre : dans ce type d'ouvrages, on privilégie un éventail large qui résume une démarche et une curiosité. Retenons-en une série de mises au point utiles et l'hommage à l'un des maîtres de nos disciplines. Mais n'oublions pas que l'histoire continue à s'écrire.

Robert ILBERT
(Université de Provence)

Marina KUNKE, *Nomadenstämme in Persien im 18. und 19. Jahrhundert*. Klaus Schwarz Verlag, Berlin, 1991 (Islamkundliche Untersuchungen, Band 151). 189 p., bibliographie, index + carte et 3 tableaux.

Depuis les temps préislamiques, l'élément tribal nomade a constitué une part importante de la population du monde iranien. Toutefois, à toute époque, l'évaluation de son importance quantitative et de sa répartition géographique demeure problématique. Toute contribution pouvant fournir des précisions sur ce sujet est donc d'autant plus appréciée.

Issu d'un séminaire organisé par le professeur Dr H. Horst (Université de Mayence), ce travail est basé sur l'étude (édition, traduction, commentaire) d'un manuscrit provenant de la collection du Dr Caro Owen Minassian, naguère à Ispahan, maintenant à l'université de Californie, à Los Angeles. Ce manuscrit a été utilisé par Miss Lambton (art. « Ilāt », *Encyclopédie de l'Islam*, 2^e éd.); une copie semble avoir été vue par Sir John Malcolm (*History of Persia*, cité p. 27). Pour la présente édition, qui pose des problèmes, l'A. n'a pu disposer que du microfilm réalisé par le Dr Horst en 1955.

Après avoir présenté ses sources (chroniques et archives persanes; relations de voyageurs européens; archives britanniques de l'India Office; travaux ethno-géographiques), l'A. fournit une brève rétrospective de l'histoire des tribus en Perse jusqu'en 1722. Suit une présentation du texte, le *Tohfe-ye Šāhi*, rédigé en 1128/1715-1716, sous le règne du « roi martyr » Shah Soltān Ḥoseyn, grâce à la diligence de Mirzā Moḥammad Ḥoseyn, *Mostowfi ol-mamālek* (cf. texte, p. 22 sq.; trad., p. 72). Selon le commentaire de l'A. (p. 97), il est difficile de savoir si Mirzā Moḥammad Ḥoseyn est initialement l'auteur ou le compilateur du texte. La probabilité selon laquelle Mehdi 'Ali Khān est le rédacteur (*nāme negār*) du présent manuscrit repose sur son lien de parenté avec la famille tribale Zand (texte, p. 33; trad. p. 79; commentaire, p. 99).

Bien que très court (32 pages numérotées), ce texte nous informe sur les noms et la répartition des groupes tribaux (iraniens, turcs, arabes) à travers l'ensemble des territoires sous contrôle safavide au début du XVIII^e siècle. Dans son commentaire, après avoir discuté sur les problèmes d'interprétation du texte (p. 96 sqq.), l'A. nous informe sur les tribus et leur répartition dans les territoires iraniens (p. 107 sqq.), d'après des sources primaires et secondaires, des Safavides à nos jours. Leur rôle politique, leur « crise d'identité » et leur « crise de légitimation » sont aussi évoqués (p. 155 sqq.).

Malgré son utilité indéniable, ce travail comporte des erreurs d'interprétation et des lacunes. Le caractère anachronique de l'appellation « Azerbaïdjan » pour les régions s'étendant au nord de l'Araxe jusqu'à Darband (texte, p. 25, 53; trad., p. 79, 92) n'est pas relevée. L'A. semble même accréditer l'appellation abusive du terme Azerbaïdjan par les Russes pour désigner les *khānāts* conquis au début du XIX^e siècle, notamment le Šīrvān (p. 136; voir aussi *Generalindex*, sous « Aserbaidschan »). Les abondants travaux sur la politique coloniale britannique, qui comportent des informations importantes sur Mehdi 'Ali Khān, sont ignorés (notamment : E. Yapp, *Strategies of British India*, Oxford U.P., New York, 1980, p. 28 sq. et index; D. Wright, *The Persians amongst the English*, Londres, 1985, p. 9-24). Parmi les autres oubliés importants de la bibliographie, notons l'article de J. Perry sur les Banū Ka'b, dans *Le monde iranien et l'Islam* I (Paris-Genève, 1971, p. 131-152) ainsi que de nombreuses contributions de J.-P. Digard